



Transformation des baccalauréats professionnels vente et commerce en un seul diplôme à options :

Nous sommes toutes et tous concerné-es : ne laissons pas faire ce passage en force !

Les IEN réunissent les personnels dans les établissements pour leur annoncer la mise en œuvre en 2018 d'un seul baccalauréat professionnel à options (vente ou commerce) en lieu et place des deux diplômes existants. Or ce projet de transformation n'a pas été soumis aux votes de l'ensemble des instances du ministère de l'Education nationale alors même que près de 90 000 élèves sont concernés !

L'étude d'opportunité qui a évalué ce projet a pourtant émis un premier avis négatif après avoir recueilli ses informations auprès des branches professionnelles qui recrutent nos élèves. En dépit de cet avis, la DGESCO et l'IG maintiennent leur cap et leur dessein n'est manifestement pas celui d'adapter la formation aux évolutions des métiers ! En réalité, ils profitent de ce passage en force pour augmenter encore la part du CCF dans les disciplines professionnelles et instaurer une épreuve orale de CCF à réaliser en PFMP.

Les modifications des programmes et des certifications ne vont pas être sans effet sur les conditions de travail des collègues pourtant déjà bien dégradées depuis la réforme du baccalauréat professionnel 3 ans.

Chaque fusion qui a eu lieu ces dernières années a été immédiatement suivie de suppressions de sections et de suppressions de postes ! Aucune garantie n'est donnée aujourd'hui pour infirmer nos craintes et ce n'est pas l'expérience récente des collègues qui ont subi frontalement la réforme du baccalauréat Gestion-Administration qui peut rassurer !

L'ensemble de ces problèmes a été soumis à la DGESCO. Elle a refusé de les considérer, notamment lors de la CPC du 8 novembre où la transformation des deux bacs pro a été soumise au vote consultatif.

De surcroît, ce projet facilitera les politiques dont les velléités explicites sont d'asphixier l'enseignement public sous statut scolaire et de réduire encore le nombre d'enseignant-es.

Dans ce cadre, SNUEP-FSU demande au ministère d'abandonner ce projet de transformation. Le SNUEP-FSU s'engage à initier des actions nécessaires pour stopper cette casse organisée des diplômes professionnels qui entravent la réussite des élèves et dégradent les conditions de travail des personnels.

Le SNUEP-FSU soutiendra les actions et les mobilisations des collègues dans les établissements et appelle les personnels à remonter les informations nécessaires à ces actions à venir.